



Education La pénurie d'enseignants se confirme

PAGE 11

La pénurie d'enseignants s'installe

1 303 postes n'ont pas été pourvus au Capes externe 2017

Lettres modernes, lettres classiques, anglais, allemand, mathématiques... Dans plusieurs matières, la pénurie de professeurs s'est installée. D'après les résultats du Capes externe 2017, connus désormais dans leur intégralité, 1303 postes au total n'ont pas été pourvus à l'issue du concours de recrutement des enseignants du second degré. Soit 17 % du total, un ratio stable depuis quelques années.

Le faible nombre de candidats explique principalement le déficit, à quoi s'ajoute leur niveau. Lorsqu'il est jugé trop faible par le jury, celui-ci peut en effet décider de ne pas pourvoir tous les postes. Pour assurer la qualité du recrutement, le ministère de l'éducation nationale estime qu'il faudrait quatre candidats pour un poste. Dans certaines disciplines, on en est loin.

Les situations sont très contrastées. Les difficultés sont particulièrement fortes en langues. En anglais notamment, le nombre de candidats reçus est en forte baisse par rapport à la session 2016, où 1055 avaient été admis. Ils ne sont plus que 847 cette année, 343 postes n'ayant pas été pourvus. La baisse est également spectaculaire au Capes externe d'allemand depuis 2012.

Amélioration en mathématiques

A l'époque, 80 % des postes

étaient pourvus. Depuis 2016, à peine la moitié le sont. Un effet, peut-être, de la réforme du collège qui a entraîné la disparition de nombreuses classes bilingues et probablement découragé des candidats. Cette année, 125 candidats seulement ont été admis, alors que le concours offrait 345 postes, soit seulement 36 % des postes ouverts.

Du côté des lettres classiques, où la pénurie est habituelle, seuls 85 des 230 postes offerts au concours ont été attribués (37 %). Ces dernières années, le nombre de postes pourvus a rarement dépassé les 40 %. En lettres modernes, le déficit reste modéré, à 12 %.

En mathématiques, dont le Capes a été entaché cette année d'une erreur de publication des résultats faisant apparaître des candidats admis qui ne l'étaient finalement pas, le nombre de postes non pourvus est important (374, soit 26 % du nombre de postes ouverts). La situation s'est toutefois globalement améliorée ces dernières années : depuis 2012, le nombre de postes ouverts a constamment augmenté ainsi que le nombre de postes pourvus, sans l'être jamais cependant intégralement.

Ces difficultés de recrutement ne sont pas nouvelles : le nombre de candidats aux concours a baissé dès l'année 2004, avec une accélération en 2011. L'augmentation du nombre de candidats, à partir de 2012, n'a cepen-

dant jamais suffi à combler les besoins de recrutement.

Comment l'expliquer ? Experts de la profession et syndicats citent, pêle-mêle, le déficit d'image de la profession, l'affectation géographique liée au statut de fonctionnaire d'Etat et la rémunération, dans la moyenne basse des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans certaines disciplines, comme les mathématiques ou l'anglais, les carrières sont en outre plus rémunératrices hors enseignement.

La crise du recrutement oblige les rectorats à faire appel à des contractuels, peu ou pas formés

« La mission la plus noble »

Dans un rapport publié en novembre 2016, le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) expliquait quant à lui cette crise par les « à-coups » successifs des politiques de recrutement. A la période de disette sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy et ses 80 000 suppressions de postes a succédé une phase de recrutement plus intensive. En 2012, François Hollande est élu président de la République. Il avait fait de la création de 60 000 postes un slogan de campagne. Mais les étudiants, échaudés par la politique





menée précédemment, n'ont pas massivement répondu à l'appel d'air créé par la gauche.

Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, semble vouloir jouer la continuité. Dans le courrier qu'il a adressé à tous les personnels, jeudi 6 juillet, il salue « *la mission la plus noble qui soit* ». Reste que le gouvernement, engagé dans une politique de maîtrise de la

dépense publique, entend supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.

Sur le terrain, les syndicats d'enseignants craignent les conséquences de la persistance des difficultés de recrutement. Les rectorats sont contraints de faire appel à de nombreux contractuels, peu ou pas formés. « *Le recours massif aux contractuels est concentré dans certaines aca-*

démies, comme les territoires d'outre-mer, et sur les collèges de l'éducation prioritaire, précise Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT. Or, c'est justement à ces endroits que les élèves ont le plus besoin d'avoir des équipes stables et des personnels formés. » ■

HÉLÈNE ASSEKOUR

Des problèmes aussi dans le primaire

Les difficultés de recrutement touchent aussi l'enseignement primaire. Elles sont localisées à certaines académies, le concours n'étant pas national. Dans celle de Créteil, déficitaire de longue date, seuls 1 350 candidats ont été admis en 2017 sur les 1 800 postes ouverts. Pour répondre à l'urgence, notamment dans les écoles de Seine-Saint-Denis où de nombreuses classes s'étaient retrouvées sans enseignant, le ministère de l'éducation nationale a mis en place à partir de 2015 un concours supplémentaire, ouvert aux candidats de toute la France, avec 500 postes proposés. Il est reconduit en 2017, comme il l'avait été en 2016. A Versailles, 74 postes restent non pourvus. Il n'y a pas de concours supplémentaire pour cette académie cette année.

